



**Pour bloquer le « choc des savoirs » et les mesures qui cassent l'École publique,
pour les moyens nécessaires (postes, classes, salaires...) :
Grève nationale le 14 mai !**

La mobilisation pour obtenir les moyens nécessaires à la réussite de leurs élèves, pour leur salaire et contre le « choc des savoirs », engagée depuis le mois de janvier, se poursuit malgré les périodes de vacances zonées, témoignant de la détermination des personnels de de l'Éducation.

Le « choc des savoirs » est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficulté et les autres ainsi qu'une discrimination sociale.

L'organisation des enseignements de français et de mathématiques en groupes de niveaux en collège est une véritable usine à gaz, néfaste pour les élèves, particulièrement pour les plus fragiles et qui va dégrader les services de tous les personnels, y compris dans le 1^{er} degré, où des pressions se font jour pour tenter de contraindre les enseignants de CM2 de trier leurs élèves dans la perspective des groupes de niveaux de 6^{ème}.

Les nouveaux programmes, la labellisation des manuels et la généralisation à tous les cycles des évaluations nationales vont restreindre la liberté pédagogique et remettre en cause la professionnalité des enseignant-es ; le DNB couperet et les « prépa secondes » vont aggraver le tri social.

La réforme de la voie professionnelle est dans la droite ligne de la logique de libéralisation du marché du travail, en réduisant les offres de formation des jeunes, quels que soient leurs vœux, aux besoins du bassin d'emploi et en imposant un parcours différencié réduisant le temps à l'École. C'est un renforcement du tri social des élèves en les assignant à leur classe et à leur lieu de vie. C'est de nouveau un plan « social » qui se dessine chez les PLP avec la fermeture des formations considérées comme non insérantes.

Les conditions de travail des personnels se dégradent et les travailleurs-euses subissent une perte de sens de leur métier : suppressions de postes, fermetures de classes, manque d'infirmier-es et d'assistant-es sociales face aux difficultés de plus en plus criantes de nos élèves, manque d'AED et d'AESH, qui subissent en plus la maltraitance institutionnelle, manque de remplaçants, manque d'enseignant-es spécialisé-es, manque de personnels techniques et administratifs à qui on impose l'expérimentation de nouveaux outils...

Ce n'est pas d'un choc des savoirs dont l'Éducation nationale a besoin mais bien d'un choc des moyens et des salaires. L'Éducation nationale ne peut faire l'économie des près de 700 millions d'euros dont veut la priver le gouvernement.

À l'image de ce qu'a vécu l'hôpital public, le service public d'Éducation s'enfonce dans une crise sans précédent sous les coups de boutoir des politiques austéritaires et antisociales de ce gouvernement.

Les grèves nationales des 1er et 6 février des 8 et 19 mars et du 2 avril ainsi que l'ensemble des actions locales, grèves, manifestations, rassemblements, réunions publiques, pétitions, « collègues morts », « nuits des écoles et des établissements » ont démontré l'ampleur de la colère des personnels de l'Éducation nationale et permis de convaincre les parents de la dangerosité des groupes de niveaux.

C'est en ancrant cette mobilisation dans la durée par plusieurs jours de grèves consécutifs, que nous obtiendrons satisfaction des revendications.

Nos organisations CGT éducation, Fnec FP-FO et SUD éducation appellent les personnels à refuser de mettre en œuvre le tri des élèves dans des groupes et à bloquer la réforme.

C'est pourquoi, elles soutiennent toutes les grèves, y compris reconductibles et autres formes de mobilisations (manifestations, rassemblements etc), en cours et à venir, décidées par les personnels ou proposées par les intersyndicales locales.

Le recul du gouvernement sur la suppression envisagée des heures supplémentaires et des IMP montre que celui-ci craint la généralisation des mobilisations, des grèves.

Nos organisations appellent les personnels à faire de la semaine du 13 mai une semaine d'amplification de toutes ces mobilisations avec une journée de grève le 14 mai.

Elles appellent les personnels à se réunir afin de débattre des suites et des modalités de la mobilisation.

Elles appellent à participer massivement aux manifestations unitaires avec les parents d'élèves du samedi 25 mai « contre le choc des savoirs, pour le choc des moyens et des salaires pour l'École publique ».